

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 169

Novembre 2025

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Pour un Anarchisme de solutions concrètes

Dans la revue *Pagine Libertarie* (20 novembre 1922), Camillo Berneri écrivait : « Nous sommes dépourvus de conscience politique en ce sens que nous ignorons les problèmes actuels et que nous continuons de diluer les solutions acquises dans notre littérature de propagande [...]. L'anarchisme doit préserver cet ensemble de principes génériques qui constituent le fondement de sa pensée et le moteur passionné de son action, mais il doit savoir affronter le mécanisme complexe de la société actuelle sans lunettes doctrinales et sans attachement excessif à l'intégrité de sa foi. »

La réflexion de Berneri est stimulante et enrichissante pour celles et ceux qui souhaitent conjuguer une vision à une série de projets. La vision est le rêve et le cadre de référence ; les projets sont les solutions concrètes et nécessairement expérimentales que l'on peut proposer face aux nombreux problèmes et enjeux critiques de la coexistence. Dès lors, la pensée et l'action sont intrinsèquement liées et s'opposent. Partant de ce postulat, il apparaît de plus en plus évident que l'anarchisme (ou plutôt les anarchismes) doit systématiquement s'interroger sur sa capacité à s'inscrire dans le cours de l'histoire, ne serait-ce que pour contrer un processus de domination, mais qu'il ne peut plus, sous peine de devenir insignifiant, se tenir à l'écart de l'histoire.

Ce défi apparaît de plus en plus central et exige d'être relevé, en dépassant une pratique de luttes centrée uniquement sur la résistance et la dénonciation des diverses formes que prend systématiquement la domination, et en orientant ainsi l'action vers des luttes et des expériences fondées sur des propositions concrètes et proactives. En 1961, un article de Colin Ward, intitulé « Anarchisme et respectabilité », parut dans l'hebdomadaire anarchiste anglais *Freedom*. Ward y écrivait : « Le sujet que j'aborde dans ce symposium est le suivant : "Sommes-nous suffisamment respectables ?" Et par cette question, je n'entends pas interroger sur nos vêtements, la conformité de notre vie privée aux normes statistiques, ni sur notre façon de gagner notre vie, mais sur la qualité de nos idées anarchistes, sur leur valeur et leur respectabilité. »

Vérifier cette respectabilité implique de se demander sys-

tématiquement si les idées de cette grande utopie sont meilleures et plus utiles pour résoudre les problèmes auxquels les hommes et les femmes sont confrontés quotidiennement. Autrement dit, si l'anarchisme est supérieur aux autres idéologies autoritaires lorsqu'il s'agit de créer une société plus libre, plus juste, plus respectueuse et plus compatissante. Mais nous devons agir immédiatement, sans attendre une révolution improbable, et de toute façon pas toujours souhaitable, qui nous conduirait vers un monde meilleur que celui dans lequel nous vivons. En conservant un esprit révolutionnaire, nous pouvons entreprendre ici et maintenant le changement individuel et social dans la direction libertaire vers laquelle nous aspirons idéalement.

En d'autres termes, la question posée ici peut se traduire et se développer ainsi : existe-t-il une conviction que, plutôt qu'un anarchisme « apocalyptique » visant le « tout ou rien », il existe des raisons de développer un anarchisme pragmatique, destiné à donner vie à de nouvelles communautés, ici et maintenant, à partir des réalités difficiles et contradictoires de notre quotidien ? La pensée anarchiste et l'anarchisme en tant que mouvement (les anarchismes) se caractérisent par leur fondement : la négation. Leur force révolutionnaire s'est historiquement exprimée dans la pensée des classiques, avant tout dans la dimension du rejet (de toute forme de domination). Mais l'aspect destructeur de l'idée anarchiste n'est plus, à mon avis, capable à lui seul de saisir les grandes opportunités et les défis que l'époque contemporaine pose aux idéologies des XIXe et XXe siècles. De plus, il est réducteur, voire parfois instrumental, de percevoir l'originalité et la force de l'anarchisme dans cette seule dimension de la négation.

Le rejet de toute forme de domination demeure un élément essentiel de la définition de l'idée anarchiste, mais je tiens à le considérer comme pleinement établi et, surtout, à souligner sa pertinence en tant que vision positive et préfigurative d'une société différente. Enfin, je réaffirme qu'aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de penser un anarchisme post-négatif et de mobiliser toutes nos ressources pour développer des axes d'action libertaires qui inversent la tendance intrinsèquement autoritaire présente dans la société et, simultanément,

évitent les constructions idéologiques et abstraites d'une société « complètement différente ». Dans l'immédiat après-guerre, Herbert Read et Alex Comfort, Geoffrey Ostergaard, George Molnar, Paul Goodman, Martin Buber, George Woodcock, Murray Bookchin, Colin Ward, Gaston Leval, ainsi que des revues comme *Politics* de Dwight Macdonald, *Anarchy* de Ward et *Volonté* de Giovanna Berneri et Cesare Zaccaria, parmi d'autres contributions, ont tenté de tracer une voie différente de la voie traditionnelle, visant à moderniser non seulement la pensée anarchiste, mais surtout ses actions. On pourrait résumer ainsi les caractéristiques fondamentales de ce courant libertaire de ces dernières années :

a) Scepticisme à l'égard de la conception insurrectionnelle : critique de sa viabilité et conviction qu'un changement authentique et profond doit provenir d'un changement dans la personnalité individuelle et dans les relations sociales ;

b) « La liberté doit être conquise centimètre par centimètre et il est nécessaire d'enlever les chaînes que nous nous sommes imposées avant de pouvoir agir en êtres humains responsables » (Ostergaard) ;

c) « L'État n'est pas quelque chose qui peut être détruit par une révolution, c'est une condition, une relation entre êtres humains, une forme de comportement humain ; nous le détruisons en entrant dans de nouvelles relations, en nous comportant différemment » (Landauer) ;

d) « Une société libre ne peut être réalisée en remplaçant l'ancien ordre par un nouvel ordre, mais en élargissant les espaces de libre action jusqu'à ce qu'ils constituent le fondement de toute vie sociale » (Goodman) ;

e) « Tandis que le gradualisme marxiste et socialiste tente d'agir par le biais de l'État en étendant les activités de l'État jusqu'à ce que celui-ci absorbe toute la vie sociale, pour le gradualisme libertaire, il s'agit, ici et maintenant, d'entrer dans des relations non étatiques, des relations fondées sur l'entraide coopérative et le soutien mutuel » (Ostergaard) ;

f) Différence fondamentale entre public, étatique et privé ;

g) Ce qui devrait préoccuper et engager les anarchistes, ce sont les « changements sociaux par lesquels les gens peuvent accroître leur autonomie et réduire leur assujettissement à une autorité extérieure » (Ward) ;

h) Agir avec un esprit révolutionnaire dans une situation donnée (Lire) ;

i) Le scepticisme à l'égard de l'idée même de société anarchiste. Molnar l'appelle le « théorème d'impossibilité ». Il est impossible (ou improbable) que l'anarchie puisse ob-

tenir un consentement universel à moins que la force ne soit utilisée pour l'imposer. Mais, comme l'a dit Malatesta, l'anarchie ne se crée pas par la force. Ward écrit : « Toute société humaine, à l'exception des utopies ou dystopies les plus totalitaires, est une société pluraliste avec de larges zones qui ne se conforment pas aux valeurs officiellement imposées ou déclarées » ;

j) Une réponse de protestation purement individuelle et permanente ne suffit pas ; il est nécessaire de modifier les structures sociales et les relations communautaires. En effet, comme le souligne Ward : « si l'idée d'une société libre peut être une abstraction, celle d'une société plus libre ne l'est pas. » L'idée d'une société anarchiste ne doit pas être comprise tant « comme un but à atteindre que comme une échelle graduée, une unité de mesure, un moyen d'évaluer la réalité. » Ainsi, l'anarchie est perçue comme un critère normatif ; autrement dit, le critère éthique fondamental pour juger les mérites des différentes sociétés réside dans leur degré d'anarchie.

k) Distinction entre principe social et principe politique. Martin Buber écrit : « L'État tend à s'appropriier plus de pouvoir que nécessaire dans une situation donnée [...] La mesure de cet excès représente la différence exacte entre administration et gouvernement [...] Surplus politique [...], le principe politique est toujours plus fort que le principe social requis par une situation donnée. Il en résulte une diminution continue de la spontanéité sociale. »

l) L'anarchie, comprise comme une forme de relations sociales, est déjà présente dans la société : « Loin d'être la représentation théorique d'une société future, l'anarchie décrit une forme d'organisation humaine, enracinée dans l'expérience du quotidien, qui coexiste avec les tendances autoritaires dominantes ; malgré elles, des alternatives anarchistes existent déjà au sein même de la structure du pouvoir dominant. Si nous voulons construire une société libre, certains éléments sont déjà disponibles. » Les caractéristiques fondamentales communes à de nombreuses expériences concrètes allant dans ce sens sont : une forte référence à l'action individuelle directe (des acteurs et non de simples consommateurs d'un bien produit pour eux), une référence significative aux relations mutualistes et d'entraide : l'anarchie ainsi comprise est une forme d'« autodétermination sociale » qui s'oppose souvent à la fois à la bureaucratie d'État et aux injustices du libéralisme économique.

m) L'anarchie est utile pour résoudre les problèmes : rechercher des solutions anarchistes au lieu de s'attarder sur la rhétorique de la révolution ;

n) L'échec des anarchistes, selon Woodcock, est dû au « manque de propension à faire des propositions concrètes qui pourraient conduire à leur vision vague et floue d'une société idyllique », les masses préférant suivre ceux qui

pouvaient offrir des solutions concrètes à des problèmes concrets ;

o) Gaston Leval critique l'idée que l'anarchisme devrait se définir uniquement par ce à quoi il s'oppose : « un mouvement social ne peut pas vivre de la négation ». L'anarchisme doit proposer un programme constructif et, pour ce faire, « nous devons acquérir les compétences et l'expérience nécessaires pour convaincre ceux que nous entendons influencer qu'ils sont des hommes capables, sérieux et responsables, et non de simples agitateurs ou des révolutionnaires amateurs ».

p) L'anarchie est un type de relation sociale caractérisé par l'action coopérative égalitaire d'individus qui se définissent comme tels. Si le champ de cette mutualité autogérée s'étendait à l'ensemble de la vie sociale, nous serions sans aucun doute confrontés à une société sans État. Mais même en dehors d'une telle société, nous pouvons disposer d'un degré plus ou moins important de réciprocité, et donc d'anarchie.

Je crois qu'il nous faut intégrer l'anarchie au présent plutôt que de la reporter à une hypothétique société future sans État. Les mouvements de protestation internationaux des vingt dernières années, les contributions de penseurs tels que David Graeber, James Scott, John Clark, Amedeo Bertolo, Nico Berti, Eduardo Colombo, Matthew Wilson et Tomás Ibáñez – malgré leurs différences de sensibilité et d'approche – et d'autres encore, nous incitent à approfondir cette perspective novatrice, tout en soulignant les contradictions et les difficultés auxquelles une idée libertaire ouverte est inévitablement confrontée.

Selon cette conception, le rôle concret de l'anarchiste n'est pas la réalisation de ce rêve inaccessible, mais plutôt l'orientation de la complexité désordonnée de la société vers une plus grande anarchie. Le meilleur moyen de promouvoir cette cause est de vérifier concrètement comment l'anarchie, comprise comme une mutualité autogérée, peut contribuer à la résolution de besoins sociaux spécifiques. Autrement dit, il s'agit de maximiser le degré

d'anarchisme dans le monde où nous vivons. « La tâche de l'anarchiste n'est cependant pas de rêver d'une société future, mais plutôt d'agir de la manière la plus anarchique possible au sein de la société actuelle, d'éviter autant que possible les situations où il est contraint de commander, et de s'efforcer de promouvoir des relations de coopération mutuelle et volontaire entre ses semblables. Dans le monde moderne, l'État est la manifestation la plus importante du principe de coercition. Par conséquent, pour parvenir à l'anarchie, il est nécessaire de renoncer à l'État ; et cela se fera dans la mesure où les individus sont capables de vivre sans lui » (Ostergaard).

Enfin, je tiens à souligner une autre étape indispensable qu'il convient d'aborder de manière proactive. Je fais référence aux caractéristiques qui définissent une société idéale selon une vision libertaire. Trop souvent, les mouvements anarchistes ont également imaginé un modèle de société alternative, en esquissant des particularités dans les sphères économique, sociale et politique. Dans ce cas, les idées anarchistes se sont alignées sur une tradition utopique et, d'un point de vue structurel, se sont conformées à celles d'autres idéologies alternatives au libéralisme. Il semble donc urgent de libérer notre imagination d'une conception aussi rigide et fermée d'un « autre » monde, au profit d'une vision pluraliste et diversifiée, expérimentale et ouverte même dans notre réflexion sur les contours d'un monde différent possible. Pour paraphraser Colin Ward :

« L'alternative anarchiste est celle qui propose la fragmentation et la division plutôt que la fusion, la diversité plutôt que l'unité ; en bref, elle propose une masse de sociétés et non une société de masse. »

Ce ne sont là que quelques considérations, exprimées schématiquement, qui, nous l'espérons, pourront stimuler la réflexion et, surtout, une action plus adaptée aux défis du XXI^e siècle et qui ne sont en aucun cas irréversibles ou dogmatiques.

Francesco Codello –

Grève ou pas grève le 2 décembre 2025 ?

Encore un énième appel sans lendemain à faire grève le mardi 2 décembre 2025. « Pour faire pression sur le vote du budget ». Les militants sont pris entre l'enclume et le marteau. Ne pas y aller, c'est laisser les organisateurs dire que les travailleurs ne sont pas très combatifs. Et les médias d'affirmer que les grévistes sont moins nombreux qu'en septembre et en octobre dernier. Y aller, en sachant que ça ne sert à rien, ça fait un peu sado-maso.

L'intersyndicale agit comme si tout se passait au parlement et maintient les salariés de fait dans cette illusion. Cette stratégie de pression sur le vote du budget est à la

fois un aveu d'impuissance des syndicats et de la soumission de ces derniers aux politiciens de « gauche ». Les syndicats mobilisent, font pression mais c'est aux parlementaires d'agir et de voter les bonnes lois. On est loin de l'action directe des travailleurs, c'est-à-dire d'une action sans intermédiaire, sans politiciens. Comme si on obtenait quelque chose en quémandant auprès de ces bons princes les parlementaires.

Si l'idée d' « obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce budget » ne nous est pas étrangère, c'est la manière de faire qui nous déplaît. Comme si un rapport

de force contre les exploiters, sur le lieu de travail, n'était pas nécessaire. En admettant que l'on gagne quelques miettes, rien ne sortira de bon d'un budget austéritaire où les concessions seront supérieures aux acquis. Comme d'habitude, on nous dit « votez bien » ; mobilisez-vous et nous ferons pour vous au mieux car nous sommes des professionnels du militantisme, et c'est là que le bât blesse. Quant à la base nous militons, ce n'est pas pour faire carrière, c'est pour faire avancer la condition des travailleurs et nous savons par expérience que rien n'est acquis et qu'il faut se battre encore et encore. Et que les professionnels ne veulent pas perdre leur emploi ; ils se contentent des miettes que veut bien leur octroyer le patronat quand le rapport de force lui est défavorable. Les professionnels sont les partisans du moins-disant. Aujourd'hui, il n'est plus question d'abandonner le budget des « horreurs », pour préférer mettre « la pression sur le vote ». L'intersyndicale, au final, s'aligne sur les positions du P.S. A la clef, on permet le budget mais vous nous laissez des miettes en échange de la « stabilité » du pays. C'est cette même gauche unie, sans LFI, sans Glucksman et sans le Parti communiste, qui nous donne des leçons afin d'éviter le pire, le Rassemblement National. Alors qu'en réalité leurs divisions ne font que renforcer l'extrême-droite et si l'on y ajoute les reculs sociaux et économiques, c'est un boule-

vard qui se prépare d'autant que le patronat lorgne vers le R.N. le sachant garant de ses intérêts.

L'intersyndicale ne tire aucune leçon des grèves saute-moutons depuis des années ni de celle du mouvement de septembre dernier. Les revendications des grévistes et des manifestants avaient des revendications qui allaient bien au-delà du retrait du budget. Les bureaucraties syndicales voulant contrôler tout mouvement social en ont muselé la colère. En appelant de manière récurrente à des grèves de 24 heures sans lendemain, on épuise les bonnes volontés qui ont autre chose à faire que de perdre une journée de salaire pour rien. Nous le redisons à chaque fois, toute stratégie de pression parlementaire est inefficace pour combattre un budget d'austérité. La véritable démocratie est dans la rue et seul un rapport de force à construire est à même de faire plier Macron, Lecornu et les patrons.

En laissant leur crise politique entre les mains des macronistes et des « socialistes », le patronat finira par imposer ses solutions, au besoin en renforçant son autoritarisme ou en faisant appel à l'extrême-droite. Il faut changer de logiciel de lutte.

Patoche (GLJD)

Stop aux violences sexistes

Le 25 novembre 2025 n'est pas qu'une date : c'est un combat à mener chaque jour, dans chaque quartier, sur chaque lieu de travail et dans chaque espace de vie. Selon le rapport de la Mission interministérielle pour la protection des femmes portant sur 2024, chaque jour plus de trois femmes sont victimes de féminicide ou de tentative de féminicide conjugal en France. La lettre rappelle aussi que toutes les deux minutes une femme est victime de viol, de tentative de viol ou d'agression sexuelle. Et l'année 2025 sera peut-être bien pire.

Les féminicides, les viols... ne sont pas que des chiffres : ce sont des vies fauchées, des victimes dont le nombre ne cesse d'augmenter chaque jour. Ainsi des milliers de femmes et d'enfants demeurent en situation de vulnérabilité. Derrière chaque statistique se cachent des vies et des histoires qui nous interpellent. Chaque féminicide est un signal d'alarme ignoré, une vie fauchée par la négligence institutionnelle et sociale.

Les violences sexistes sont structurelles et revêtent de nombreuses formes. Parmi les plus cruelles figure la violence par procuration, utilisée comme punition et moyen de contrôle par le biais de violences infligées aux enfants ou à leurs proches. Il est urgent de garantir la protection réelle des enfants et leur droit à la parole, en plaçant toujours leur bien-être au cœur des préoccupations. Leur protection ne peut reposer sur la seule bonne volonté in-

dividuelle, mais bien sur des politiques publiques fermes, dotées de ressources suffisantes et adoptant une approche féministe.

La responsabilité incombe à ceux qui les laissent sans défense, à la merci de leurs agresseurs, et à ceux qui restent silencieux ou détournent le regard.

La violence intersectionnelle frappe le plus durement celles que le système patriarcal et capitaliste rend encore plus vulnérables : les femmes migrantes, les femmes racisées, les femmes LGBTQIA+, les femmes aux corps non normatifs, les femmes âgées, les femmes handicapées ou en situation de dépendance, ainsi que les femmes soignantes, qui sont également confrontées quotidiennement à la violence sous toutes ses formes, y compris la violence institutionnelle.

Rendre ces réalités visibles et agir dans une perspective inclusive et transformatrice n'est pas une option : c'est une nécessité. L'intersectionnalité est essentielle pour élaborer des réponses qui ne laissent personne de côté. La violence institutionnelle revictimise, invisibilise ou néglige les victimes. Les institutions censées garantir les droits deviennent des instruments d'exclusion, aggravant la précarité et l'exposition à d'autres formes de violence.

Se concentrer sur les victimes n'a pas fonctionné : concen-

trons-nous sur les agresseurs. La condamnation sociale, la culpabilité et la honte doivent leur être adressées.

Des ressources publiques sont nécessaires ; une formation féministe, un soutien global et une véritable autonomie pour toutes les victimes de violence doivent être mis en place. L'éducation et la formation doivent devenir des piliers fondamentaux de toute politique publique de lutte contre les violences sexistes.

Les violences sexistes se réinventent également sur les réseaux sociaux, reproduisant les mêmes schémas de domination et d'assujettissement chez les jeunes. Le harcèlement, la surveillance et l'humiliation numérique sont de nouvelles formes de contrôle patriarcal qui renforcent les inégalités. L'exposition constante à des contenus sexistes, au culte du corps et à des modes de vie irréalistes amplifie le message de violence, de subordination et d'une utopie réactionnaire déguisée en choix. Le masculinisme s'invite dans le débat rance initié par l'extrême-droite.

Prévention, éducation affective et sexuelle, une culture numérique dans une perspective féministe, le tout conjugué pour démanteler ces systèmes, et que les plateformes numériques assument leurs responsabilités face à cette violence.

Les guerres et les génocides, comme ceux subis par les peuples palestinien et soudanais, ainsi que les déplacements forcés de populations, sont des expressions extrêmes de la violence patriarcale, capitaliste et coloniale. Il ne peut y avoir de paix sans justice féministe.

Nous devons exiger la fin de toutes les formes de violence :

Le travail, qui nous exploite et nous précarise, en niant nos droits et l'équilibre entre vie professionnelle et vie

personnelle.

Le harcèlement sexuel, qui nous agresse et nous objectifie, normalisant ainsi les abus.

Un système de santé qui ignore nos besoins et nos décisions.

Un système judiciaire qui interroge les victimes, les revictimise et favorise l'impunité.

Économique, qui entretient la dépendance et la féminisation de la pauvreté.

Institutionnelle, qui ne parvient pas à prévenir, protéger, réparer et garantir.

Il faut se libérer de la culpabilité et de la honte. Nous ne devons pas rester silencieux, nous ne devons pas détourner le regard. La responsabilité est collective : le silence est aussi une forme de complicité.

Car tant qu'il y aura une seule personne menacée, il n'y aura ni justice ni liberté.

Votre silence vous rend complice. Il faut en finir avec les violences sexistes.



Avec les Révoltés

Les causes extérieures et sociales qui déterminent à un moment donné l'éclosion ou la recrudescence des énergies de Révolte sont variables. Elles changent avec le temps, le lieu, le degré de l'évolution sociale. La catégorie des Révoltés est trop nombreuse pour qu'il n'y ait pas lieu d'y distinguer les deux espèces qu'on retrouve partout dans les groupements humains : l'Actif et le Passif, l'Energétique et l'Energumène. Souvent le mouton enragé n'en reste pas moins un mouton. Il imite dans la révolte comme d'autres imitent dans la soumission. Ses paroles de révolte sont apprises. Mais à côté du Révolté par imitation et par suggestion, il y a le Révolté par instinct, par tempérament, par personnelle volonté de vie. Tout est subjectif dans nos évaluations sociales. Entre la réalité sociale et l'impression éprouvée par chaque

conscience s'interposent la sensibilité et l'intelligence de chacun. Chaque intelligence a ce qu'on pourrait appeler son indice de réfraction sociale. Elle dévie et réfracte à sa façon les rayons qui lui arrivent du dehors.

Les vérités, les vérités sociales surtout, ne sont jamais simples. Qu'elles soient la synthèse de plusieurs idées abstraites (par exemple la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité) (1) ou la synthèse d'une idée abstraite et d'éléments concrets (passions, intérêts de personnes ou de groupes), les vérités sociales ne représentent jamais une essence logique indécomposable, mais une mixture, une mosaïque d'éléments le plus souvent inconciliables. Le cas le plus fréquent est celui où l'idée est adultérée par des éléments adventices (intérêts, préjugés). De là vient que ces vérités sociales logent leur ennemi et portent en

elles-mêmes leur propre contradiction. Pour voir séparer ces vérités, il suffit de les soumettre à l'analyse dissociatrice qui les résout en leurs éléments.

La plupart des gens peuvent s'indigner de l'absurde sur le terrain religieux ; mais ils s'arrangent à merveille de l'absurde dans les formules politiques et sociales. L'imagination sociale cristallise en laid comme d'autres fois elle cristallise en beau. Chez le pessimiste social et le révolté, le monde social prend une teinte sombre et sinistre ; il revêt des formes odieuses. Le révolté n'est pas asservi à la réalité sociale et il a un vif sentiment des contingences sociales. Il réagit contre l'excès d'historisme, contre la gémissement devant le fait, devant la prétendue logique historique. Pour lui la vérité sociale n'est pas quelque chose de tout fait, d'immobile, sur quoi nous n'avons pas de prises. C'est une vérité en devenir, une vérité incertaine et fuyante comme la Vie. Elle dépend de nous, et, en un certain sens, elle est notre œuvre, notre acte et notre geste.

Le Révolté se jette d'un bond dans un monde inconnu. Il a un concept spécial de la Vérité. Sa Vérité est une vérité toute pénétrée de vie, toute frémissante d'énergie et d'action.

D'ailleurs, l'Action, l'Energie, voilà le fond du Révolté. Dans tout Révolté, il y a un dissociateur de vérités traditionnelles. Il y a un imaginaire et un intuitif qui écarte le voile des mensonges sociaux ; mais il y a surtout un Energétique, un Combatif. Il se dresse contre l'ordre social, existant par simple désir de donner lieu à des formes nouvelles de vie, de faire triompher un idéal, c'est-à-dire le reflet agrandi d'une personnalité. Le Révolté se confond avec le créateur de valeurs sociales, l'instaurateur d'une vérité et d'une justice nouvelles. Bakounine est un Révolté ; Tolstoï et Proudhon le sont aussi. Chez le Révolté, la volonté de vie s'affirme, au moins comme énergie de protestation. L'anarchiste est un révolté qui nie et détruit l'autorité en ce qui le concerne personnelle-

ment ; il se rend libre autant qu'un homme ou une femme peut être libre dans nos sociétés compliquées.

Notre organisation sociale actuelle, avec ses oligarchies et ses bureaucraties hypocrites, avec ses procédés d'écrasement systématique de l'isolé, avec ses primes offertes à la médiocrité, à la bassesse, à la servilité, avec sa haine de toute indépendance d'esprit, avec ses encouragements à l'espionnage, à la délation, à la calomnie grégaire, à toutes les lâchetés de groupe...est une des formes de vie les plus à même de susciter le mépris. L'instinct de révolte est à la fois une forme de l'instinct vital et de l'instinct de connaissance. Il établit entre eux, au cours de l'évolution historique, un compromis. Ce sont les Révoltés, les briseurs de dogmes, qui rompent les digues édifiées par le système en place et qui mettent en liberté les eaux ainsi libérées. Le nouveau rayon de lumière projeté par la connaissance du Révolté sur la face obscure des choses déconcerte les traditions, les routines, les paresseuses. Le Révolté est alors décrié voire honni. Pourtant le Verbe de révolte participe à une brusque accélération du mouvement de la vie, d'un bond en avant, d'un saut non historique dans l'avenir. C'est pourquoi, dans l'actuel triomphe de la banalité et de l'immoralisme, l'apparition du Révolté mérite d'être accueillie avec applaudissements car les avancées humaines proviennent souvent de ceux qui ont remis en cause les dogmes et les vérités que l'on croyait immuables.

La forme de liberté la plus atteinte, c'est la liberté sociale, c'est-à-dire la liberté de la vie privée, la liberté des relations et des amitiés, la liberté de vivre comme on veut. Il va sans dire que cette dernière est autrement précieuse pour l'individu que la soi-disant liberté politique. Car la liberté de la vie privée est une liberté de tous les instants ; tandis que la liberté politique se réduit à déposer un bulletin de vote une fois tous les cinq ans dans « l'urne civique ».

Ainsi va la vie et elle va mal

Macron s'en prend aux bourgeois des centres villes qui alimenteraient le trafic de stupéfiants en consommant...C'est vrai que les consommateurs peuvent avoir un rôle à jouer. Ce qui est vrai pour la dope l'est aussi pour tout type de consommation. Pourquoi ne pas boycotter tous les produits ultra-transformés qui inondent le marché en toute légalité alors que les études scientifiques prouvent que ces produits consommés quotidiennement provoquent des cancers et des risques de maladie de Crohn...On trouve cependant ces produits dans de nombreux rayons de supermarché. Il est vrai que les industriels notamment de l'agro-alimentaire qui produisent ces produits font du lobbying auprès des politiciens et influencent le public au travers de la publicité

et de leur propre « production scientifique ». Quand ils ne menacent pas les journalistes et les chercheurs qui font leur boulot... D'après Méliissa Mialon (INSERM) et d'autres chercheurs, « Coca-Cola, pepsico et Mondelez (Oréo, Milka, Cadbury, LU, etc) ont dépensé 13,2 milliards de dollars en publicité, soit presque quatre fois le budget opérationnel de l'O.M.S. ».

On en revient toujours au pognon, aux profits...et au manque d'éthique.

Mais revenons au narcotrafic. Monsieur Macron ignore sans doute que le trafic gangrène même le milieu rural. Connaît-il « Ponto la Blanche », surnom donné à Pont-

Audemer dans l'Eure) ? Certainement pas. De surcroît, avec les achats en ligne, les dealers peuvent toucher tous les coins de l'hexagone.

En ce qui concerne Marseille, le problème mafieux n'est pas nouveau. Dans l'entre-deux-guerres et même après, les mafieux ne mettaient pas tous leurs œufs dans le même panier. Certains ont fricoté avec des éléments de la droite, des Doriotistes ou du P.S. La mafia s'adapte et quand la prostitution est plus rentable que le trafic de drogue, elle s'y attelle. Elle fait même les deux pour se diversifier. Et nous avons affaire à différentes mafias qui se concurrencent et parfois s'accordent car c'est meilleur pour le business. Aujourd'hui, c'est la DZ Mafia qui montre les muscles à Marseille et s'essaie à provoquer l'Etat, à terroriser la population... Peut-être ont-ils des dossiers compromettant des hommes politiques, des magistrats, des policiers... car nous savons tous que l'argent corrompt et l'argent, les trafiquants n'en manquent pas. Il suffit de regarder ce qu'il se passe aux Pays-Bas. Que ce soit en Colombie et autres pays d'Amérique latine, au Maroc et en Algérie... jusqu'à l'Afghanistan des talibans qui est devenu le nouveau pôle de production de la « crystal meth », la méthamphétamine, qui ajoutée à la production d'héroïne, inonde le marché pakistanais et mondial, le trafic de drogue est mondialisé comme l'économie.

Quand on ne porte pas de politiques sociales, qu'on laisse des quartiers entiers se ghettoïser, on a le retour de bâton et la monnaie de sa pièce.

Maintenant, soyons sérieux ! Qu'est-ce que ce pays, la France, qui est capable d'investir des milliards pour prétendre combattre la Russie au cas où, et qui n'a pas les moyens d'éradiquer quelques centaines de trafiquants sur son sol ? Voilà la véritable question. On nous parle de point de bascule et aujourd'hui, de coopération judiciaire etc. Darmanin n'était-il pas auparavant à l'Intérieur puis à la justice... Qu'a-t-il fait pour changer les choses ? Il faut un gros crash pour que des décisions soient prises d'en haut. Et encore.

La criminalité organisée est un problème sociétal. Amine Kessaci ne se taira pas ; c'est courageux de sa part d'autant que les « dommages collatéraux » des narcotrafiquants ne sont pas nouveaux. Au contraire, ils explosent et à trop vouloir tirer sur la corde, elle se casse. Macron est à la traîne sur cette histoire car les enjeux sont importants tant il est vrai que 200 000 personnes vivent du narcotrafic et que les profits générés par le trafic dépassent les 6 milliards d'euros. Comment en est-on arrivé à laisser 200 000 individus vivre du trafic de drogue ? Les vieilles méthodes déconnectées des réalités ne suffiront pas à combattre cette gangrène.

Pour endiguer ce fléau :

Riposte populaire contre les trafiquants ; on ne laisse pas seuls, ceux qui ouvrent leur gueule ; donc mobilisation populaire en dehors des partis politiques récupérateurs (pléonasme) ;

Désenclavement des quartiers ghettos ; mise en place de politiques sociales et sanitaires ; prévention dans le milieu scolaire ; réhabilitation des écoles ; réhabilitation des quartiers ; des moyens pour les associations ; destructions de barres d'immeubles et tours afin de reloger décemment les habitants des quartiers pauvres sans les ghettoïser à nouveau ; réorganiser des colonies de vacances pour sortir les enfants des quartiers gangrénés par la drogue ; mettre les moyens humains et financiers pour combattre ce fléau ;

Lutte contre la corruption ; lutte contre le fascisme des narcotrafiquants et leurs méthodes ; lutte contre le chômage car c'est sur la misère sociale que le fascisme tout comme le narcotrafic progresse ; S'attaquer au blanchiment de l'argent, à la pompe à fric ; blacklister le Maroc, Dubaï et autres bases arrières des trafiquants ; s'en prendre à leurs intérêts stratégiques et économiques ;

Légaliser le cannabis en le produisant bio afin de ne pas vendre de la merde aux consommateurs et en le vendant en dessous du prix du marché actuel ce qui aurait comme effet de tarir ce trafic ; prévention sur les méfaits du cannabis pour les jeunes de moins de vingt ans. L'alcool et les cigarettes sont vendus légalement et pourtant on en connaît les méfaits. Prévention aussi pour ces deux fléaux et application des lois anti-tabac dans l'espace public.

L'Etat ne fera comme d'habitude que des effets d'annonces et cosmétiques. Avec quelques actions d'éclat pour montrer qu'il est à la manœuvre. Cependant, seule une mobilisation populaire est à même de casser la spirale et l'engrenage dans lesquels nous sommes tombés. Et on peut faire confiance aux travailleurs et aux habitants des quartiers pour endiguer le phénomène du narcotrafic à défaut de l'éradiquer totalement. Pour que tout étudiant puisse réviser sereinement dans sa chambre sans avoir peur de prendre une balle, pour que les enfants ne soient pas tirés comme des lapins par des balles perdues, pour que chacun et chacune puisse vivre décemment et en paix : éradiquons le capitalisme et pratiquons l'entraide. Le narcotrafic n'est qu'une branche du capitalisme, tout autant liberticide, meurtrier, inégalitaire que lui.

Sans prendre le problème à bras le corps, l'extrême-droite s'engouffrera dans la brèche en organisant des milices qui serviront à toutes leurs basses manœuvres.

Goulago (GLJD)

Le léninisme aujourd'hui, le fascisme demain

L'existence de sectes plus ou moins virtuelles et réactionnaires se réclamant de Lénine ne serait aujourd'hui qu'un détail mineur, lié aux névroses qui rongent les individus plongés dans le capitalisme moderne. Cependant, la crise actuelle, qui appauvrit les classes moyennes et marginalise les masses laborieuses devenues bourgeoises, fait resurgir toutes sortes d'idéologies rédemptrices, y compris le vieux léninisme bourgeois. Malgré les manœuvres d'infiltration des nouveaux adeptes, les vieux catéchismes dépoussiérés comme les plus récents peinent à s'imposer dans la lutte des idées menée par les rebelles d'aujourd'hui contre les idéologues de la classe dirigeante. Le temps n'attend personne, et la révélation définitive du léninisme – que l'on pourrait dater historiquement de mai 68 – aurait conduit les croyants ayant survécu au cataclysme de la mode d'avant-garde à une forme de survie schizophrénique. Comme Gabel l'a déjà démontré, le prix à payer pour cette foi est une conscience partagée, une sorte de double personnalité. D'un côté, la réalité contredit le dogme jusque dans les moindres détails, et de l'autre, l'interprétation militante se doit de la tordre, de la contraindre et de la manipuler jusqu'au délire pour la modeler selon le dogme et fabriquer un récit manichéen exempt de contradictions. Tel une Bible, toutes les réponses seraient contenues dans ce récit. Le discours léniniste étouffe l'angoisse que la désillusion engendrée par la pratique provoque chez le croyant, une angoisse qui constitue une arme puissante pour fuir la réalité. Le résultat serait pitoyable pour le reste de l'humanité si de tels débats étaient monnaie courante au sein d'un prolétariat combatif, malheureusement disparu dans les années 1980. Compte tenu de l'état actuel de la conscience de classe, ou plutôt, compte tenu de l'inversion spectaculaire de la réalité, où « la vérité n'est qu'un instant de mensonge », la présence de sectaires léninistes dans les rares médias dissidents ne fait qu'accroître la confusion ambiante. Le rôle objectif de ces sectes est de falsifier l'histoire, de dissimuler la réalité, de détourner l'attention des véritables problèmes, de saboter la réflexion sur les causes du triomphe capitaliste, d'empêcher l'élaboration de tactiques de lutte appropriées et, en définitive, de freiner le réarmement théorique des opprimés. Les léninistes sclérosés d'aujourd'hui ne sont plus (car ils ne peuvent plus l'être) l'avant-garde de la contre-révolution d'il y a quarante-cinq ou quatre-vingt-dix ans, mais leur fonction demeure la même : œuvrer à la domination en tant qu'agents de dissolution et de provocation.

Face à la désintégration idéologique actuelle, il pourrait être pertinent de parler de léninismes. Toutefois, loin de nous perdre dans les nuances qui séparent les différentes sectes, nous nous efforcerons de rassembler les caractéristiques communes qui les définissent le mieux : le déni catégorique de l'existence d'une révolution ouvrière lors

de la guerre civile espagnole de 1936, l'affirmation tout aussi catégorique de l'existence d'un prolétariat en perpétuelle progression, et la croyance en l'avènement futur du parti dirigeant, guide des travailleurs sur la marche vers la révolution. Cette croyance leur vient soit des analyses défaitistes et capitulationnistes de la revue belge « Bilan », soit des rapports des agents du Komintern et de la démagogie triomphaliste du Parti communiste espagnol. Si, dans un cas, il s'agissait d'une guerre impérialiste, dans l'autre, d'une guerre d'indépendance, dans les deux cas, le prolétariat a dû se laisser écraser. Dans l'univers léniniste, Lénine est la Vierge Marie. La classe ouvrière dont ils parlent est comparable à la chrétienté, investie d'une mission historique à accomplir, guidée par une caste sacerdotale et quasi militaire : le parti du prolétariat. Un léniniste chiite, autrement dit un bordigiste, déplorait en ligne : « Si l'on supprime la classe ouvrière, que nous restera-t-il ? » En effet, pour les léninistes, la classe ouvrière remplit une fonction rituelle, thérapeutique, voire psychologique. C'est une entité idéale, une abstraction, au nom de laquelle le pouvoir doit être conquis. Non pas qu'elle n'existe pas, mais elle n'a jamais existé. Inventée par Lénine sur le modèle russe de 1917, une classe ouvrière minoritaire dans un pays féodal à population majoritairement paysanne, accessible à une direction extérieure composée d'intellectuels organisés en parti jacobin, n'est pas une réalité quotidienne. Elle appartient à une époque révolue. C'est un idéal utopique et anhistorique. Sans plaisanter, la secte posadiste trotskiste croyait l'avoir découverte parmi les extraterrestres d'une galaxie lointaine, d'où ils envoyaient des soucoupes volantes sur Terre porteuses de messages socialistes. Ces messages d'OVNI ont dû se répandre, car le prolétariat léniniste apparaît dans tous les contextes planétaires ; selon la presse du parti, son éveil peut survenir à tout moment, par exemple lors de la récente guerre d'Irak, des mobilisations étudiantes françaises, de la formation d'une « gauche » syndicale, ou encore dans les conflits du travail...

L'économiste Sismondi fut le premier à appliquer le terme « prolétariat » à la classe ouvrière née de la révolution industrielle. Les théoriciens anarchistes soulignèrent son potentiel politique, son importance en tant qu'instrument principal de la transformation radicale de la société et, en définitive, son rôle crucial dans la lutte pour l'émancipation du salariat. Cependant, Bakounine attribuait une plus grande importance révolutionnaire aux « extrêmement pauvres », à la jeunesse dépossédée et aux marginaux ruraux qu'au prolétariat organisé au sein de corporations sociales-démocrates. Malatesta précisa qu'il n'était « donc pas nécessaire de fétichiser le prolétariat simplement parce qu'il est pauvre, ni d'encourager en lui la croyance en sa supériorité ». André Prudhommeaux s'attaqua au « mythe du prolétariat », c'est-à-dire à la foi dans le comportement messianique d'une classe élue, à

la forme religieuse que prenait le désir de liberté fraternelle et égalitaire entre les mains d'intermédiaires auto-proclamés, tels que se considéraient les partis léninistes. Berneri, qui déplorait le « culte de l'ouvrier », opposait le prolétariat réel au prolétariat philosophique, image spectaculaire invoquée par les usurpateurs bourgeois : « une force énorme qui s'ignore elle-même ; qui se soucie bêtement de ses propres moyens de production ; qui ne lutte guère pour des idéaux ou des objectifs à long terme ; sur laquelle reposent d'innombrables préjugés, une ignorance crasse et des illusions puériles ». Il fallait abandonner l'exaltation dithyrambique des masses. La flatterie dont elles faisaient l'objet obscurcissait leur conscience au lieu de l'éclairer : « L'ouvrier type du marxisme, du socialisme et de l'avant-garde anarchiste est une figure mythique. Il appartient à la métaphysique du romantisme socialiste, non à l'histoire. » Pire encore, ce voile métaphysique était associé à l'idée de progrès industriel et à l'ignorance de la paysannerie.

Pour le léninisme, l'histoire existait, mais après la prise du Palais d'Hiver, elle s'est arrêtée. Depuis la Révolution russe, il semble n'y avoir eu ni défaites ni victoires significatives, tout au plus quelques faux pas sur une voie évolutive immuable menant à une classe ouvrière immaculée, attendant les prêtres de l'Église léniniste, ses chefs, membres de droit du « parti » légitime. Pour les léninistes, le véritable sujet historique n'est pas la classe, mais le parti. Le parti est le critère absolu de la vérité, qui n'existe pas en soi, mais seulement en son sein, dans les Écritures saintes correctement interprétées. Au sein du parti, le salut ; hors du parti, la damnation éternelle. Cet avant-gardisme illusoire est le trait le plus anti-prolétarien du léninisme, car l'idée d'un parti unique messianique est étrangère à Marx ; elle provient de la bourgeoisie maçonnique et carbonari. Marx appelait le parti les forces collectives luttant pour l'auto-organisation de la classe ouvrière, et non une organisation autoritaire, éclairée, exclusive et hiérarchisée. Il est révélateur que les léninistes d'aujourd'hui considèrent certains intérêts économiques comme des intérêts de classe, alors qu'ils ne le sont plus, et que dans les années 1920, lorsqu'ils l'étaient, ils les traitaient comme des questions syndicales. La différence réside dans le fait qu'à cette époque, le prolétariat luttait à sa manière, avec ses propres armes : les soviets. C'est ce qui a transformé des revendications partielles en revendications de classe. Mais les léninistes méprisent les formes authentiquement prolétariennes d'organisation et de lutte : assemblées, comités élus et révocables, organes de coordination, syndicats, conseils... Et ils les méprisent parce que, en tant que formes de pouvoir ouvrier, elles ignorent les partis et dissolvent l'État, y compris l'État « prolétarien ». C'est pourquoi, à l'instar des médias, ils ont dissimulé l'existence du Mouvement des conseils en Hongrie, du Mouvement des assemblées des années 1970 en Espagne et du mouvement polonais Solidarité des années 1980 : ils sont les ennemis d'une véritable classe ouvrière

qui ne ressemble en rien à la leur et ils haïssent, pour des raisons évidentes, ses formes d'organisation autonomes spécifiques. Contrairement à Marx, pour les léninistes, l'être ne détermine pas la conscience, qui doit donc être inculquée par la prédication des dirigeants. Selon Lénine, les travailleurs ne peuvent acquérir qu'une conscience syndicale et doivent se soumettre au rôle de simples exécutants ; les syndicats qui les organisent et les contrôlent sont donc le système de transmission du parti. Cela n'empêche pas les léninistes de faire l'éloge des assemblées, des syndicats libertaires et des conseils si cela leur permet d'exercer une certaine influence et de recruter des adeptes. À leur émergence, ils les ont soutenus, mais dès qu'ils se sont sentis en position de force, ils les ont trahis, tout comme Lénine l'avait fait avec les Soviets, avec tout le respect que je lui dois.

La revue « Le marxisme vivant », fondée par Paul Mattick, lançait le slogan : « La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme. » Dans les années 1950, le capitalisme exécutif évoluait vers les formes totalitaires du capitalisme d'État soviétique. Aujourd'hui, alors que le capitalisme règne en Russie et en Chine, et que le monde est entraîné vers une domination fasciste par la technologie, l'idéologie léniniste, dans sa forme originelle, celle de l'« Horizon socialiste », ou dans sa version nationaliste, basque ou catalane, est devenue obsolète, poussiéreuse, comme une relique de musée. Les léninistes n'étudient pas le capitalisme car il n'est pas leur ennemi, et bien sûr, ils ne veulent pas le combattre. Ils se contentent de répéter les mêmes idées. La principale préoccupation de leurs courants est de se concurrencer en mettant en avant « un point particulier qui les distingue du mouvement de classe » (Marx). La bataille théorique qu'ils mènent est donc mineure, un peu comme s'acharner sur des morts-vivants, mais elle ne saurait être négligée en tant que cadre principal de nouveaux projets contre-révolutionnaires tels que le hardt-négrisme, Podemos et autres néo-populismes. Dans cette optique, rappelons quelques banalités fondamentales sur le léninisme, que l'on retrouve chez Rosa Luxemburg, Karl Korsch, les marxistes de conseils (Pannekoek, Gorter, Rülhe) ou les anarchistes (Rocker, Volin, Archinoff, Maximov, Beckman). Le léninisme 2.0, dans sa forme intellectuelle, incarnée par Laclau, Žižek, Badiou, Monedero, Mélenchon, Tsipras, etc. – comme auparavant par le stalinisme, sa forme extrême – représente un retour complet à la pensée et aux méthodes de la bourgeoisie dans la phase totalitaire de la mondialisation, qui se manifeste par sa défense du parlementarisme, des compromis politiques avec le pouvoir, du capitalisme et du spectacle de la puissance. Elle soutient idéologiquement et se positionne comme la porte-parole des factions faibles et perdantes face à la mondialisation capitaliste, qu'elle nomme « citoyenneté » : la bureaucratie politique et administrative, les fonctionnaires, l'appareil syndical, les classes moyennes et les salariés, tous ayant un intérêt direct dans un capitalisme contrôlé par l'État. Bien

qu'elle puisse afficher un soutien de façade au prolétariat en période électorale, elle a toujours défendu des intérêts contraires aux siens.

En Russie, en 1905, aucune bourgeoisie n'était en mesure de lutter contre le tsarisme et l'Église en tant que future classe dirigeante. Cette mission incombait aux intellectuels russes, qui cherchaient à rationaliser leurs aspirations nationalistes à travers le marxisme, trouvant leurs meilleurs alliés au sein de la classe ouvrière. Le marxisme russe prit une forme radicalement différente du marxisme orthodoxe, social-démocrate ou menchevique, car en Russie, la tâche historique à accomplir était celle d'une bourgeoisie trop faible : l'abolition de l'absolutisme et la construction d'un capitalisme national. La théorie de Marx, adaptée par Kautsky et Bernstein, identifiait la révolution au développement des forces productives et à l'État démocratique qui en découle, ce qui favorisait une praxis réformiste qui, si elle pouvait fonctionner dans une Allemagne capitaliste puissante, ne pouvait l'être dans une Russie arriérée. Bien que Lénine ait pleinement adhéré au révisionnisme social-démocrate, il savait que la tâche bolchevique de renverser le tsarisme ne pouvait se réaliser sans une révolution, laquelle exigeait des forces bien supérieures à celles mobilisées par les libéraux russes ou les sociaux-kerenskistes. Il s'agirait d'une révolution bourgeoise sans éléments bourgeois, voire contre eux. La révolte ouvrière de 1905 laissa le régime absolu gravement affaibli, et la révolution de février 1917 lui porta le coup de grâce. Bien qu'il s'agisse d'une insurrection ouvrière et paysanne, elle manquait de programme révolutionnaire et de slogans précis, si bien que des représentants de la bourgeoisie s'y substituèrent. La bourgeoisie ne sut pas se montrer à la hauteur, tandis que le prolétariat s'instruisit politiquement et prit conscience de ses objectifs ; en peu de temps, la révolution perdit son caractère bourgeois et adopta une allure résolument prolétarienne. En avril, Lénine défendait encore un régime bourgeois avec une présence ouvrière, mais face à la montée en puissance des Soviets, il changea de cap et lança le slogan « Tout le pouvoir aux Soviets », allant même jusqu'à théoriser sur le dépérissement de l'État. Cependant, l'idée d'un pouvoir horizontal était étrangère à Lénine, qui avait organisé un parti sur le modèle militaire bourgeois : vertical, centralisé, prenant toujours les décisions d'en haut, avec une séparation nette entre la direction et la base. S'il était favorable aux Soviets, c'était pour les instrumentaliser et s'emparer du pouvoir. Leur fonction principale n'était pas le développement des Soviets, qui n'avait pas sa place dans son système ; c'était la transformation du parti bolchevique en un appareil d'État bureaucratique, c'est-à-dire l'introduction de l'autoritarisme bourgeois dans l'exercice et la représentation du pouvoir. Les Soviets, véritables protagonistes de la Révolution d'Octobre, furent bientôt dépouillés de leur pouvoir par un État « prolétarien » qu'ils ne surent ou ne parvinrent pas à détruire. Les bolcheviks

ont combattu au nom de la « dictature du prolétariat » contre le contrôle ouvrier et la mise en œuvre de la révolution dans les ateliers et les usines, et, en général, à toute manifestation souveraine de la volonté ouvrière au sein d'organes démocratiques directs. Dès 1920, ils avaient écrasé la révolution prolétarienne et les soviets n'étaient plus que des organisations dévirilisées et purement décoratives. Les derniers bastions de la révolution, les marins de Kronstadt et l'armée makhnoviste, furent par la suite anéantis.

Tout en détruisant les soviets, en écrasant les autres organisations révolutionnaires russes et en liquidant leur opposition interne, des émissaires bolcheviques débarquèrent en Allemagne – où le communisme de conseils s'était éveillé au sein des masses laborieuses et où les conseils étaient sur le point de devenir de véritables organes du pouvoir prolétarien – pour trahir la révolution. Partout où ils allaient, ils discréditaient le slogan des Conseils ouvriers et prônaient le retour à des syndicats corrompus et le soutien au Parti social-démocrate. La révolution des conseils en Allemagne s'effondra sous le poids de la calomnie, des intrigues et de l'isolement orchestrés par les bolcheviks. De ses cendres, avec la bénédiction de Lénine, l'ancienne social-démocratie et l'État allemand d'après-guerre purent être reconstitués. Lénine ne cessa jamais d'attaquer les défenseurs du système des conseils, les couvrant d'insultes dans son pamphlet favori, « Le communisme de gauche : une maladie infantile ». Là, le masque tomba. Submergeant les communistes de gauche et les Soviets de mensonges, Lénine défendit son pseudo-socialisme panrusse qui, une fois mis en œuvre par Staline, se révélerait être une nouvelle forme de fascisme. Il n'envisagea jamais que la libération des opprimés ne puisse s'obtenir que par la destruction du pouvoir, la terreur, la peur, les menaces et la coercition. Quiconque souhaitait instaurer un ordre bourgeois trouverait les conditions optimales pour y parvenir dans la séparation absolue entre les masses et leurs dirigeants, l'avant-garde et la classe, le parti et les syndicats. Lénine aspirait à une révolution bourgeoise en Russie et avait formé un parti parfaitement adapté à cette tâche, mais la révolution russe prit un caractère ouvrier et ruina ses plans. Lénine devait vaincre les Soviets pour pouvoir ensuite les vaincre. Le communisme, associé à l'électrification, céda la place à la NEP et aux plans quinquennaux de Staline, donnant naissance à une nouvelle forme de capitalisme où une nouvelle classe, la bureaucratie, jouait le rôle de la bourgeoisie. C'était le capitalisme d'État. En Europe, les masses laborieuses étaient opprimées, découragées et menées à la défaite jusqu'à ce qu'elles soient démoralisées et perdent confiance en elles, une voie qui menait à la soumission et au nazisme. Hitler accéda facilement au pouvoir car les dirigeants sociaux-démocrates et staliniens avaient tellement corrompu le prolétariat allemand que celui-ci se rendit sans broncher. « Fascisme brun, fascisme rouge » était le titre d'une brochure mé-

morale dans laquelle Otto Rühle dénonçait le fascisme stalinien d'hier comme étant simplement le léninisme d'avant-hier. Nous nous en sommes inspirés pour le titre de notre article.

Les parallèles avec la situation espagnole de 1970-1978 sont frappants. D'une part, le Parti communiste stalinien, officiel, prônait une alliance avec des secteurs de la classe dirigeante afin d'imposer une conversion démocratique au régime franquiste. Sa force résidait principalement dans la manipulation du mouvement ouvrier, qu'il cherchait à intégrer à l'appareil syndical fasciste. Le PCE (Parti communiste d'Espagne) appliquait scrupuleusement toutes les méthodes léninistes visant à empêcher l'auto-organisation des travailleurs. Les partis de gauche, issus principalement de l'éclatement du FLP (Front populaire de libération), des dissensions du PCE et du Front ouvrier de l'ETA, agissaient de la même manière. Tous reprochaient au PCE son manque de léninisme et son refus de poursuivre, à l'instar de Lénine, une révolution bourgeoise au nom de la classe ouvrière. Ils contestaient son contrôle des Commissions ouvrières (CCOO), une tentative vaine car, dès 1970, la CCOO n'était plus un mouvement social, mais l'organisation de stalinien et de sympathisants au sein des usines. Pour gagner du terrain, ils firent des concessions aux formes authentiques de lutte ouvrière, les assemblées, sans toutefois les promouvoir. Après les événements de Vitoria le 3 mars

1976, leurs divergences avec le PCE (Parti communiste d'Espagne) s'estompèrent et ils adoptèrent sa politique de compromis. Ils se présentèrent aux élections et subirent une défaite retentissante. Ils disparurent, laissant derrière eux une multitude de petites sectes, mais leur suicide politique fut aussi celui du PCE, qui, à partir de 1980, se transforma en un parti symbolique, à l'idéologie fluctuante, soutenu seulement par quelques fragments prolétariés de la moyenne et de la petite bourgeoisie.

Nous pouvons tirer quelques enseignements de la critique classique du léninisme sur laquelle repose notre analyse. Les fondements d'une action capable de renverser le rapport de force social face au capitalisme ne se trouvent ni dans les organisations syndicales officielles, ni dans les fronts électoraux, ni dans les partis politiques, ni dans les parlements ou les institutions étatiques, ni encore dans les fondations et centres voués à une quelconque forme de domination. Les masses opprimées sont isolées et dispersées, sans alliés. Les militants sociaux doivent privilégier avant tout, même au détriment des intérêts immédiats, la capacité d'association, le renforcement de la volonté d'agir et le développement d'une conscience critique. Les masses doivent choisir entre avoir peur ou inspirer la peur.

Miquel Amorós



Mon voisin est un con

Face aux constats pessimistes sur la société : inégalités croissantes dans la population et surtout dans l'école, course effrénée au taux de croissance, aux profits, aux énergies fossiles et nucléaires, dilapidation des richesses de la planète, malbouffe, mal logement, fascisation croissante etc., un copain proposait de s'investir plutôt dans le champ sans gloire du quotidien. Avec ces petites ruptures de modes de vie que nous récusons mais aussi avec les quelques mots échangés avec le voisin, ces mots qui font mûrir la réflexion. Il faudrait établir des ponts avec les gens que nous côtoyons ; il faudrait élaborer des relations basées sur la fraternité et non sur la hiérarchie, sur la confiance et non sur l'agression...

On entend bien cette stratégie de la patience et de la pédagogie individuelle, encore faut-il pouvoir discuter avec

ses voisins car tous ne sont pas des gens très fréquentables et intéressants.

Perso, mon voisin est un con, je dirai même un gros conard. De carrure imposante, genre Cro-Magnon, il agresse tout le monde : un voisin qui n'est pas garé au cordeau, une factrice remplaçante qui s'est trompée de boîte aux lettres, le pompier qui sonne pour les calendriers... Et le fin du fin, c'est le genre à avoir un clébard de garde qui t'aboie dessus quand tu es dans ton jardin pour te reposer après une journée de boulot. Et ce gros con a menacé de mort sa femme avec une carabine chargée, pointée sur son front, après avoir voulu l'étrangler. C'est du lourd ! Bref, la police est intervenue pour emmener Cro-Magnon ; résultat des courses : 18 mois de prison avec sursis et éloignement de conjoint. Ce porc est raciste

comme pas deux et s'il votait, il voterait R.N. ou Zemmour.

De l'autre côté, c'est une voisine qui passe son temps à faire des histoires... Et derrière dans les logements sociaux, des voitures crament sur fond de règlements de compte.

Alors, oui, dans l'absolu, on aimerait bien prendre langue avec les voisins mais pas avec ceux-là. Et pas question de se rabaisser pour se mettre au diapason des cons. A côtoyer des voisins comme ça, on n'est plus étonné de voir le RN monter comme la petite bête.

Du coup, je préfère discuter avec des potes, ceux qui ont une éthique, afin d'échapper au désespoir. Je préfère de même m'investir et étudier avec sérénité les conditions de la formation intellectuelle et morale des militants ouvriers. Perdre son temps avec les cons est une terrible régression ; c'est s'orienter dans un sens diamétralement opposé à la Commune que nous souhaitons.

La Révolution ne se fera pas avec les tardigrades mais avec les travailleurs qui veulent acquérir la volonté d'indépendance et de gestion des entreprises et services publics. Nous ne sommes pas des curés et un con est un con. Cela ne nous empêche pas de nous révéler par un comportement digne de la société que l'on espère. C'est d'abord en nous, en notre esprit, en notre cœur, en notre conduite que nous devons accomplir la Révolution salvatrice.

Ty Wi (GLJD)



Sports: les valeurs hégémoniques du capitalisme.

Ces dernières années, la sportification de l'alpinisme et de l'escalade s'est accompagnée d'une commercialisation progressive de ce sport. Cependant, depuis quelque temps, des voix s'élèvent de plus en plus pour réclamer un modèle d'alpinisme qui ne soit pas façonné par les valeurs hégémoniques du capitalisme.

On l'a vu bien trop souvent : des dizaines d'alpinistes faisant la queue pour atteindre le sommet de ces pics dits mythiques. Ou encore des montagnes d'ordures entassées dans des paysages alpins qui semblent avoir succombé à la passion de l'humanité pour les hauteurs. Nous parlons, bien sûr, des effets pervers de l'alpinisme sous le règne du capitalisme numérique.

On le voit à la télévision ou sur nos téléphones portables, mais il suffit de regarder autour de soi pour constater à quel point les dynamiques sociales du capitalisme imprègnent aujourd'hui la pratique des sports de montagne. Dégradation de l'environnement, surtourisme des sites naturels, prolifération des salles d'escalade liées aux grandes entreprises, sportification extrême de ces activités... Et parallèlement, on observe l'exhibition quasi obligatoire de la performance, l'intégration du succès sportif au marketing personnel, encouragée par les réseaux sociaux, et la quête d'une singularité idéalisée qui, d'une part, érode les liens humains et, d'autre part, nous coupe de toute l'altérité que recèlent les montagnes.

Une tendance générale observée dans la plupart des sports, notamment ceux pratiqués individuellement, et qui se reproduit, au moins en termes d'exploitation du

marketing personnel et de recherche désespérée d'une singularité exclusive, dans ces environnements clos destinés à l'optimisation du corps et de l'esprit, qu'il s'agisse de salles de sport, de spas ou de retraites spirituelles.

Aujourd'hui, le sport et la remise en forme, tout comme la psychologie positive et le coaching, sont devenus deux éléments clés de la production d'une subjectivité qui contribue à la fragmentation sociale, à l'individualisation des problèmes sociaux et à leur pathologisation. Cette subjectivité semble, de ce fait, nous relier au monde extérieur par un mode de vie fait d'expériences consuméristes successives. Car oui, la montagne aussi se consomme, et pour certains groupes de pression économiques, elle doit même se consommer sans retenue, l'exploitation des milieux naturels devant être une priorité absolue dans la restructuration du secteur des services qui soutiendra la nouvelle phase du capitalisme vert.

Cependant, comme dans presque tous les domaines de la société, des voix dissidentes se font entendre au sein de la pratique de l'alpinisme. Le 19 juin dernier, par exemple, lors d'une table ronde organisée par Piedra Papel Libros au siège madrilène de la Fondation Anselmo Lorenzo, plusieurs groupes se sont réunis pour discuter de l'alpinisme dans une perspective anticapitaliste et résolument libertaire. Parmi eux figurait l'Union des groupes de randonnée libertaires de Madrid, que l'on pourrait considérer comme l'héritière des groupes anarchistes qui, avant la guerre civile, avaient fait du lien avec la nature un outil essentiel d'émancipation de la classe ouvrière. Ce groupe défend un modèle d'alpinisme qui, tout en promouvant

une pratique décommercialisée et anticoncurrentielle, contribue à renouer avec l'héritage des valeurs révolutionnaires associées à l'anarchisme ibérique.

En effet, ces généalogies militantes — plus précisément celle qui relie les collectifs anarchistes de montagne contemporains aux groupes de randonneurs naturistes et libertaires du début du XXe siècle — peuvent être retracées, quoique partiellement, dans *La bandera en la cumbre* (Le Drapeau au sommet) de Pablo Batalla Cuesto, le même auteur que de *La virtud en la montaña. Vindicación de un alpinismo lento, ilustrado y anticapitalista* (La Vertu en montagne : une justification de l'alpinisme lent, éclairé et anticapitaliste).

Ces deux livres font partie d'une œuvre prolifique qui comprend également des œuvres importantes et audacieuses telles que *Alpinismo bisexual y otros escritos de altura* (Alpinisme bisexuel et autres écrits de haute altitude), *Grimpeurs et femmes sans poids* de María Francisca Mas Riera et *Cartografías nómadas* (Cartographies nomades) d'Olga Blázquez.), *Quebrantahuesos* (gypaète barbu), *La montaña apócrifa* (la montagne apocryphe) et *Fin de Ropeada* (fin de l'ascension). Blázquez est également responsable du blog

Antecima Anticima, où l'on peut lire et télécharger gratuitement des ouvrages très intéressants, tels que *Sociología del trabajo asociados al montañismo* (Sociologie du travail associé à l'alpinisme).

Nous nous trouvons donc à un moment où la marchandisation progressive de l'alpinisme et de l'escalade est contestée, tant sur le plan théorique que pratique, par une poignée de groupes dont le travail ouvre de nouvelles perspectives d'opposition au modèle hégémonique. Murs d'escalade autogérés, collectifs de montagne anticapitalistes, groupes de randonnée d'inspiration anarchiste, livres et fanzines, rencontres et conférences... De nombreux projets et initiatives issus de différents domaines proposent de véritables alternatives.

Espérons, bien sûr, que ce mouvement prendra de l'ampleur dans les années à venir, multipliant ces voix dissidentes et démontrant qu'il est possible d'intervenir dans une arène politique – celle du sport – qui, jusqu'à très récemment, était supposée exempte de conflits. Nous suivrons cela de près.

Juan Cruz López, rédacteur en chef de Piedra Papel Libros.

Le Soudan à feu et à sang

La ville d'El Fasher, située dans la province du Darfour, au Soudan, ravagée par la guerre (une région de la taille de l'Espagne), est tombée aux mains des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire, après un an et demi de siège. Pendant cette période, des centaines de milliers de civils se sont retrouvés piégés, les approvisionnements alimentaires se sont effondrés et la famine a commencé à se propager. Des images satellites et des témoignages oculaires révèlent des scènes d'horreur : des quartiers incendiés, des charniers et des massacres de civils. Les Forces de soutien rapide (FSR), dirigées par le général Mohamed Hamdan Dagalo (« Hemedti ») – successeurs directs des milices Janjawid, surnommées les « diables à cheval » qui ont terrorisé pendant des années la population non arabe du Darfour – combattent depuis plus de deux ans les Forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan dans ce que de nombreux Soudanais qualifient de « guerre contre les civils », étant donné que les femmes et les enfants figurent de manière disproportionnée parmi les victimes.

Le nombre total de décès est inconnu ; les estimations varient de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliers, mais aucun chiffre confirmé n'approche le million. Plus de 12 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Soudan ou contraintes de fuir vers les pays voisins, notamment le Tchad, mais aussi la République

centrafricaine, la Libye, l'Égypte, le Soudan du Sud, l'Ouganda et l'Éthiopie. Environ 25 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, et près de 24 millions sont confrontées à une grave insécurité alimentaire et à des épidémies de maladies telles que le choléra. Même l'aide qui parvient au pays est fréquemment bloquée ou pillée par les forces de soutien rapide (FSR), les unités des Forces armées soudanaises (FAS) ou les milices locales affiliées à l'un ou l'autre camp. Seul un petit nombre de réfugiés réussissent à atteindre la Méditerranée pour tenter de rejoindre l'Europe à bord d'embarcations de fortune, au péril de leur vie.

Cette guerre civile a débuté après la destitution du président Omar el-Béchir en 2019, suite à un soulèvement populaire qui l'a contraint à la démission. Au lieu d'instaurer la démocratie, le pays a été pris en otage par des généraux rivaux qui ont fini par s'affronter. Ce conflit brutal, qualifié par l'ONU de « situation explosive » sans perspective de résolution, a impliqué des puissances extérieures telles que les Émirats arabes unis et l'Égypte – qui soutiennent des camps opposés – ainsi que des intérêts russes et des sociétés militaires privées. L'UE a dépensé des millions pour endiguer l'immigration, tandis que du matériel militaire britannique, canadien et d'autres pays est utilisé sur les champs de bataille.

Ce qui subsiste du mouvement révolutionnaire populaire qui a alimenté le soulèvement contre al-Bashir est moins connu. Parmi ces forces figure le Groupe anarchiste au Soudan (AGS), fondé par des étudiants et de jeunes travailleurs en 2017. Pendant la révolution, ses membres ont contribué à organiser des comités de résistance : des assemblées de quartier qui coordonnaient les manifestations, les grèves et l'entraide. Après le retour au pouvoir des militaires et le début de la guerre civile, de nombreux membres de l'AGS ont été arrêtés, tués ou contraints à la clandestinité. D'autres ont poursuivi leur action dans le secret : traduction et impression de textes anarchistes, gestion de cantines communautaires, aide aux familles

déplacées et soutien aux groupes d'autodéfense locaux. Grâce au soutien de réseaux anarchistes internationaux, comme Rose Noire, l'AGS a acquis une presse à imprimer pour produire ses propres documents, mais la lutte et la répression persistantes en ont limité l'utilisation. Pour eux, il ne s'agit pas simplement d'une guerre entre deux généraux, mais de la destruction violente de la révolution par la base : un écrasement délibéré de toute tentative d'auto-organisation, d'autonomie et de pouvoir populaire.

Freedom

Une République fédérale à la française ?

Il est assez rare qu'un ancien ministre en l'occurrence Jean-Baptiste Lemoine, sénateur « Renaissance de l'Yonne, fasse référence à Proudhon. Pour mieux le dénaturer certainement. Il considère que le livre « Du principe fédératif » pourrait inspirer « la révolution territoriale » à laquelle il aspire. Et d'ajouter à moins que ce ne soit le journaliste du Monde : « Pour le penseur socialiste Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), le gouvernement idéal est fédéral ».

Alors chiche parce que Proudhon réserve à l'Etat un rôle de propulseur et pose un exemple. Une fois la manœuvre opérée, l'Etat se retire abandonnant aux autorités locales et aux citoyens l'exécution du nouveau service. Le penseur anarchiste demandait l'intervention de l'Etat pour organiser au départ l'école, les canaux etc., car la puissance publique avait les moyens d'impulser de grands projets. Mais, une fois les projets sur les rails, ce sont les citoyens notamment au travers des communes et des organisations ouvrières qui doivent prendre en main et gérer ces projets, l'Etat se retirant. Et les citoyens qui prennent en main leurs affaires, cela s'appelle l'autogestion. Proudhon est très méfiant vis-à-vis de l'Etat et le critique vertement à maintes reprises le considérant comme tyrannique.

A l'évidence, le débat centralisme ou fédéralisme traverse les siècles. D'ailleurs, c'est un point d'achoppement entre anarchistes et marxistes. Aujourd'hui, les tenants du centralisme jacobin en France appartiennent au R.N. et à la France Insoumise. Les autres composantes politiciennes parlent de fédéralisme sans savoir de quoi elles parlent sauf à vouloir copier le Canada, l'Allemagne...

Et si l'on parlait Education avec Proudhon. Histoire que monsieur Lemoyne s'en inspire aussi.

Proudhon se méfie de l'État, tout comme William Godwin (1756-1836), ce dernier indique que l'État prône des valeurs patriotiques et n'a aucun intérêt à favoriser la for-

mation d'un jugement indépendant : « Tout projet d'établir une « éducation nationale » mérite enfin notre opposition, à cause de la connexion évidente qui existe entre l'école publique et le gouvernement national. Il y a là une coalition bien plus formidable que la vieille alliance (si menacée) de l'Eglise et de l'État. L'éducation est la clé de l'avenir. Avant de mettre une aussi puissante machine que l'école sous la direction d'un maître aussi dangereux que l'État national, il importe bien de savoir ce que l'on fait. Le gouvernement ne manquera pas d'utiliser

l'enseignement pour renforcer son pouvoir et perpétuer à jamais ses institutions. Si même nous pouvions supposer chez les agents de l'État d'autres intentions que celle-là, (qui ne saurait en tout état de cause leur apparaître qu'innocente et même hautement méritoire), le mal n'en serait pas moins inévitable. Leurs vues de gouvernants, en tant que fondateurs d'un système éducatif, ne sauraient manquer d'être analogues à celles qui ont trait à leurs fonctions proprement politiques : les données sur lesquelles se fondent la conduite des hommes d'État et les principes qui lui servent de consécration, seront assurément les données et les principes sur lesquels se fondera l'enseignement organisé par eux !

Or, il n'est pas vrai que notre jeunesse doive grandir dans le respect de la Constitution, si excellente qu'elle puisse être. Ils doivent grandir dans le respect de la Vérité ; et, pour ce qui est de la Constitution, l'exalter seulement dans la mesure où elle s'accorde avec les déductions qu'en toute indépendance chacun d'eux tirera de l'étude sincère des faits.

Admettons qu'un système complet d'« éducation nationale » soit adopté en plein triomphe de despotisme ; certes, nous avons peine à croire ce système capable d'étouffer pour toujours la voix de la vérité ! Mais il n'en formera pas moins la plus formidable et la plus profonde barrière mentale que l'imagination puisse concevoir.

Quant aux pays où prévaut la liberté dans la plupart des domaines, tout y est subordonné à la possibilité de reconnaître et de surmonter l'inexpérience et l'erreur, alors qu'une « éducation nationale » aurait précisément la tendance la plus directe à perpétuer l'erreur et à prendre l'inexpérience en modèle pour la formation de tous les esprits. »

Proudhon, lui, envisage le travail comme un mode d'éducation : « Le travail, réunissant l'analyse et la synthèse en une action continue, le travail...résumant la réalité et l'idée, se présente comme mode universel d'enseignement » . Il considère que l'instruction de l'homme doit être constamment combinée et conçue pour qu'elle dure à peu près toute la vie et veuille refonder le système éducatif pour davantage d'égalité sociale.

Proudhon établit une philosophie du travail qui sert d'étayage à ses conceptions pédagogiques. Il réhabilite le travail manuel en essayant de le combiner aux activités intellectuelles. Proudhon se fait ainsi le chantre de l'éducation polytechnique : « (...) de tous les systèmes d'éducation, le plus absurde est celui qui sépare l'intelligence de l'activité et scinde l'homme en deux entités impossibles, un abstracteur et un automate... Si l'éducation était avant tout expérimentale et pratique, ne réservant les discours que pour expliquer, résumer et coordonner le travail, si l'on permettait d'apprendre par les yeux et les mains à qui ne pourrait apprendre par les yeux et la mémoire, bientôt l'on verrait se multiplier les capacités » .

Cette école procède d'un apprentissage polytechnique donné à tout le monde et de l'accession à tous de tous les grades. La pratique des exercices industriels permet aux élèves de mieux comprendre et assimiler les connaissances scientifiques.

Proudhon entrevoit de faire appel aux associations ouvrières et de les mettre en rapport avec le système d'instruction publique. L'émancipation des travailleurs n'est jamais bien loin de ses préoccupations. D'ailleurs, il analyse la séparation de l'instruction et de l'apprentissage comme le meilleur moyen pour les classes possédantes de faire perdurer la reproduction sociale : « Séparer, comme on le fait aujourd'hui, l'enseignement de l'apprentissage, et ce qui est plus détestable encore, distinguer l'éducation professionnelle de l'exercice réel, utile, sérieux, quotidien, de la profession, c'est reproduire, sous une autre forme, la séparation des pouvoirs et la distinction des classes, les deux instruments les plus énergiques de la tyrannie gouvernementale et de la subalternisation des travailleurs. Que les prolétaires y songent ! »

Pour étayer ses propos, il prend comme exemple les grandes écoles : « Si l'école du commerce est autre chose que le magasin, le bureau, le comptoir, elle ne servira pas à faire des commerçants, mais des barons du commerce,

des aristocrates. Si l'école de marine est autre chose que le service effectif à bord, en comprenant dans ce service celui même de mousse, l'école de marine ne sera qu'un moyen de distinguer deux classes dans la marine : la classe des matelots et la classe des officiers. » En d'autres termes, l'école trie et sélectionne au détriment des enfants d'ouvriers : « Nos écoles, quand elles ne sont pas des établissements de luxe ou des prétextes à sinécures, sont les séminaires de l'aristocratie. Ce n'est pas pour le peuple qu'ont été fondées les écoles Polytechnique, Normale, de Saint-Cyr, de Droit, etc. ; c'est pour entretenir, fortifier, augmenter la distinction des classes, pour consommer et rendre irrévocable la scission entre la bourgeoisie et le prolétariat. »

Proudhon fustige cette hiérarchie scolaire : « Dans une démocratie réelle, où chacun doit avoir sous la main, à domicile, le haut et le bas enseignement, cette hiérarchie scolaire ne saurait s'admettre. » Il est à noter par ailleurs que Proudhon transpose dans ses conceptions théoriques le schéma des loges maçonniques. Après l'atelier-école, l'ouvrier se voit attribuer les grades d'apprenti, de compagnon et de maître. C'est aussi un partisan de la formation continue tout au long de la vie : « En premier lieu, l'instruction de l'homme doit être, comme autrefois le progrès dans la piété, tellement conçue et combinée qu'elle dure à peu près toute la vie. Cela est vrai de tous les sujets, et des classes ouvrières encore plus que des savants de profession. Le progrès dans l'instruction, comme le progrès dans la vertu, est de toutes les conditions et de tous les âges : c'est la première garantie de notre dignité et de notre félicité. »

Proudhon entrevoit de même l'art comme une compétence du citoyen : « Dix mille élèves qui ont appris à dessiner comptent plus pour le progrès de l'art que la production d'un chef d'œuvre. » Il a écrit de nombreux livres, une œuvre-fleuve, et, en parallèle, a alimenté entre autres les courants fédéralistes, mutualistes.

Il est considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie. S'il est davantage connu pour ses écrits concernant la propriété, les critiques des systèmes capitalistes ou du communisme dogmatique, il n'en a pas pour autant délaissé les problèmes d'éducation qu'il jugeait primordiaux : « Toute éducation a pour but de produire l'homme et le citoyen, d'après une image en miniature de la société, par le développement méthodique des facultés physiques, intellectuelles et morales de l'enfant. En d'autres termes, l'éducation est la créatrice des mœurs dans le sujet humain... L'éducation est la fonction la plus importante de la société. »

Patrice Le Havre

Décroissance et lutte des classes : un mariage malheureux

« C'est en réalité assez simple. Aujourd'hui, nous savons très clairement que notre mode de vie actuel (le système capitaliste) mène à un désastre général. C'est pourquoi nous devons le changer. Complètement. »

Frédéric Lordon

« De plus, puisque le travail est considéré comme un moyen nécessaire à la reproduction individuelle dans la société capitaliste, les salariés restent dépendants de la « croissance » du capital, même lorsque les conséquences de leur travail, écologiques ou autres, leur sont préjudiciables ou préjudiciables à autrui. La tension entre les exigences de la forme marchande et les impératifs écologiques s'accroît avec l'augmentation de la productivité et, notamment lors des crises économiques et des périodes de chômage élevé, pose un grave dilemme. Ce dilemme et la tension qui le sous-tend sont inhérents au capitalisme. Sa résolution finale sera entravée tant que la valeur restera la forme déterminante de la richesse sociale. »

Moishe Postone

Nous sommes foutus

« Il faut le répéter sans cesse : paradoxalement, seule l'acceptation sincère de l'absence de solution – le fait d'être dans une impasse – pourrait nous permettre d'éviter le pire. Nous pourrions renoncer à cette civilisation, à cette économie et à cette culture, et peut-être alors envisager les transformations désormais impossibles qui nous sauveraient. »

Jorge Riechmann

La citation précédente souligne l'évidence incontestable du caractère non durable de notre mode d'organisation sociale aberrant. Le diagnostic est donc on ne peut plus accablant. Le dépassement, qui reflète la collision catastrophique de la société humaine avec les limites biophysiques de la planète, se développe rapidement, avec le franchissement successif des points de basculement climatiques et des limites planétaires.

Ces ruptures irréversibles du métabolisme socio-naturel mettent en péril la capacité même de survie de l'espèce de l'hubris, de l'excès, de l'espèce exagérée.

Alors que les alarmes écologiques continuent de retentir, les institutions publiques et privées qui exercent le pouvoir social persistent non seulement à nier la gravité de la situation, mais aussi, au contraire, à alimenter l'illusion que les mesures superficielles mises en œuvre

pour éviter la catastrophe atteindront leurs objectifs. L'oxymore flagrant du « capitalisme vert », censé nous guider pacifiquement vers une chimère « transition énergétique », masque le greenwashing massif pratiqué pour continuer à gonfler les profits des grandes entreprises « comme si demain n'existait pas ». Le mantra de la croissance illimitée continue d'exercer son influence néfaste tandis que la dévastation d'une planète aux ressources limitées progresse à pas de géant. La course vers l'abîme d'un capitalisme débridé s'accroît ainsi, avec des ressources et des forces sans précédent, grâce même aux mécanismes de défense que le système met en place pour tenter d'atténuer son inexorable dégradation. La maxime de la militante féministe noire Audre Lorde se vérifie donc parfaitement : « Les outils du maître ne démantèleront jamais la maison du maître. »

Cette imprudence suicidaire du discours de pouvoir, de plus en plus écofasciste et négationniste, contraste fortement avec l'absence quasi totale d'alternatives radicales qui tentent ne serait-ce que d'atténuer la folie de notre organisation sociale absurde. La majorité sociale, totalement imprégnée de la culture consumériste et faussement hédoniste fabriquée par l'efficace machinerie d'aliénation que constituent la propagande légitimant le pouvoir capitaliste et les médias et plateformes de masse qui la propagent, vit dans l'indifférence la plus totale face au désastre qui se déroule. Qui plus est, les propositions théoriques et les stratégies de lutte des organisations sociopolitiques de la gauche prétendument transformatrice et des courants prétendument radicaux du mouvement écologiste, qui devraient être à la pointe de la lutte contre l'écocide galopant, sont extrêmement décevantes. Ce mécontentement repose principalement sur la tendance marquée à l'introspection, au sein de leurs « enjeux » respectifs, adoptée par les organisations héritières du mouvement ouvrier et par les défenseurs du paradigme de la décroissance, un paradigme hégémonique au sein de l'écologisme qui « prend les choses au sérieux » et qui est compatible avec la nécessité d'une transformation révolutionnaire. La raison sous-jacente de ce « dialogue des sourds » réside peut-être — au-delà de la contradiction évidente entre les objectifs « ouvriers », axés sur la préservation et la valorisation du travail salarié, et l'urgence écologique pressante d'éliminer ou de réduire une grande partie de la structure de travail toxique actuelle — dans l'incompréhension commune des mécanismes plus profonds qui sous-tendent la dynamique dégénérative de l'organisation sociale capitaliste.

Le lien étroit entre les problèmes de reproduction croissants du capital et la crise écologique galopante est donc au cœur du problème, la substance d'une loi

d'airain de la dégradation environnementale qui a des conséquences décisives sur le développement des antagonismes sociaux. Seule la reconnaissance de l'impossibilité d'éliminer la voracité écocide du règne marchand sans une transformation complète de l'organisation sociale actuelle permettra de surmonter le manque manifeste de compréhension qui existe actuellement entre les deux « problèmes » en question.

Et le grand « éléphant dans la pièce », que les deux traditions omettent, est le nœud gordien qui explique l'inexorubicine de Moloch : la crise du travail « hétéronome » comme axe de cohésion de l'organisation sociale actuelle et l'épuisement conséquent de la sève brute qui vivifie le métabolisme endommagé de la reproduction du capital.

Crise de l'emploi et écocide : la double contradiction du capitalisme

Notons d'emblée un fait aussi pertinent qu'ignoré par ceux qui croient à la possibilité de « mettre le capitalisme au régime » ou d'utiliser l'État bourgeois pour « dompter la bête » : le mécanisme fondamental de l'accumulation du capital porte en lui, dans son code génétique, la dévastation environnementale.

L'idée de départ centrale est la pierre angulaire de la construction marxiste sur la principale contradiction interne du mode de production actuel : à mesure que l'accumulation progresse, tendancieusement, en raison de la nécessité imposée par l'implacable lutte de la concurrence, qui contraint le capitaliste individuel à réduire les coûts de travail, la proportion de capital constant augmente, grâce à l'innovation technologique, à l'automatisation et à l'introduction de machines, par rapport au travail vivant employé.

C'est là que réside la clé du lien intime entre le déclin de l'accumulation et la dégradation progressive des bases matérielles de la subsistance humaine : l'augmentation continue de la productivité du travail signifie que chaque heure de travail abstrait requiert une plus grande quantité de valeurs d'usage et de leurs substrats énergétiques et matériels.

Mais ce n'est pas tout. La course effrénée au développement d'une production toujours plus sophistiquée technologiquement conduit inexorablement à une surabondance croissante de travail concret dans le capitalisme hypertechnologique. Nous sommes, comme le décrit Moishe Postone, le grand rénovateur du marxisme, confrontés au paradoxe central de la production capitaliste, qui reflète également le contraste saisissant entre la rationalité individuelle du capitaliste soucieux d'économiser le travail et l'irrationalité globale d'un organisme social accro à la « pure dépense de temps de travail ».

« D'une part, la tendance du capital à générer des gains de productivité constants engendre un appareil productif d'une grande sophistication technologique qui rend la production de richesses matérielles fondamentalement indépendante du temps de travail humain direct. Ceci permettrait, socialement parlant, une réduction générale et à grande échelle du temps de travail, ainsi que des changements radicaux dans la nature et l'organisation sociale du travail. Cependant, ces possibilités ne se sont pas concrétisées sous le capitalisme. Malgré le recours décroissant au travail manuel, le développement d'une production technologiquement sophistiquée ne libère pas la plupart des gens d'un travail fragmenté et répétitif. »

De la dynamique inéluctable décrite ci-dessus, deux conséquences décisives émergent pour comprendre le métabolisme socio-naturel pathologique régi par l'« omnivorité biophysique » du capital. Premièrement, la contradiction entre les progrès technologiques irrésistibles qui permettent de gagner du temps de travail et la nécessité pour ce « vampire du travail » de continuer à extraire sa sève brute du temps de travail humain conduit l'organisation sociale actuelle vers une irrationalité croissante, symbolisée par une structure du travail de plus en plus superflue, inique et improductive. Deuxièmement, la contradiction écologique ne fait que s'aggraver, remettant fortement en question la disponibilité illimitée des matières premières et des sources d'énergie, tandis que la révolution en cours dans les moyens de production, qui dévorent les ressources naturelles, continue de s'accélérer. Prenons, par exemple, l'impact environnemental considérable des gigantesques centres de données qui constituent l'infrastructure de base de la prétendue panacée qu'est l'intelligence artificielle. (A suivre dans le prochain « libertaire »



Forges d'Hennebont

Suite du libertaire d'octobre

Albert Lévy prend le relais

Le samedi 11 juillet, Albert Lévy, trésorier de la Commission des grèves et de la grève générale, arrive par le train où 1800 grévistes se rendent à la gare pour l'accueillir. La réception est imposante : « En tête tambour et clairons, puis venaient les femmes qui portaient des drapeaux et la bannière syndicale. Le citoyen Lévy prend, la tête du cortège et entonne l'Internationale et tous les grévistes l'accompagnent. La colonne en ordre parfait se rend sur le terrain syndical sorte de champ. »

Lévy démontre que les métallurgistes d'Hennebont ne sont pas seuls et qu'ils peuvent compter sur la solidarité des travailleurs des autres usines de la Société des Cirages. Bourchet est d'ailleurs chargé d'empêcher l'importation du fer-blanc et c'est au tour des syndicats de faire monter la pression sur les employeurs : « la Fédération s'occupe de créer un mouvement protestataire dans le personnel de la Société des Cirages français qui a des usines à Saint-Ouen près Paris, à Lyon et à Marseille, et assure les camarades de la solidarité de leurs frères de misère. »

La Société des Forges fait imprimer et distribuer une circulaire afin de semer le trouble parmi les grévistes. Dans ce texte, il est stipulé qu'en continuant la grève, les ouvriers risquent fort à terme de rester sans ouvrage. Qu'actuellement ils ont une place assurée qui leur permet de gagner du pain pour leurs femmes et leurs enfants. Qu'il faut donc garder ce travail...Ce qui fait dire au journaliste du Progrès comme ce texte sort de l'Imprimerie Centrale, la même qui imprime les journaux tels que La Croix et le Morbihannais, « cela prouve une fois de plus l'alliance de la Calotte et du Capitalisme ».

Dans la nuit du 12 au 13 juillet les contremaîtres de l'usine, en l'absence d'ouvriers, procèdent au chargement d'un chaland qui doit transporter du fer-blanc à l'usine Delory, à Lorient. Ce chaland descend jusqu'à Hennebont sous la protection de 14 gendarmes. Les grévistes ne se manifestent pas sur le moment et se contentent d'acribes commentaires. Mais à 9 heures, lors de la réunion, le Lévy engage les grévistes à se rendre à la forge tout en les exhortant au calme. 150 à 200 grévistes à peu près se rendent à la direction ; le gros des grévistes va à leur rencontre et de là tous se dirigent sur le terrain syndical où la question de la reprise du travail est soulevée et mise aux voix. A l'unanimité la continuation de la grève est votée. Lévy appelle à continuer la résistance et, après cette réunion, il quitte Hennebont. Une réunion doit se

tenir avec le directeur de la Compagnie.

La direction de l'usine, sur la demande du Syndicat, consent tout d'abord à recevoir une délégation de 30 ouvriers, mais lorsque ceux-ci se rendent à la direction, le directeur exige 3 délégués des 18 sections ; ces ouvriers exposent leurs revendications ; de plus, dans un but de conciliation, ils consentent à ne demander que 0 fr. 25 d'augmentation au lieu de 0 fr. 50. Les ouvriers recherchent donc un compromis en proposant au directeur Egré une augmentation journalière de seulement 0,25 francs pour les manœuvres, soit la moitié de ce qui avait été demandé au début de la grève. Jules Egré, comme à l'accoutumée, se retranche derrière son conseil d'administration et transmet à ce dernier la nouvelle proposition syndicale.

M. Duclos, sous-préfet, se fait alors le défenseur de la Compagnie en prétendant que les ouvriers doivent s'estimer heureux que la compagnie les emploie, étant donné qu'elle leur sert une pension. Cela est faux : la pension dont jouissent quelques ouvriers provient tout simplement de la retenue de 3 % opérée sur leurs salaires ! C'est difficile pour la délégation ouvrière d'entendre de telles sottises.

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, quelques ouvriers de la montagne ayant été surpris en train de travailler par des grévistes, une bagarre a lieu à la suite de laquelle 16 arrestations sont opérées. Le parquet de Lorient se rend à Lochrist où il procède à l'interrogatoire des grévistes arrêtés. Cet interrogatoire, terminé vers 9 heures, les grévistes sont mis en liberté. Ils passeront en correctionnelle le vendredi 17. La justice est expéditive.

Pendant ce temps, les travailleurs lorientais du port continuent à faire appel à la solidarité financière pour leurs camarades de misère hennebontais :

« Syndicat des travailleurs réunis du port de Lorient

Au nom du syndicat des métallurgistes d'Hennebont, le syndicat des travailleurs réunis du port de Lorient remercie les camarades ouvriers de l'arsenal pour la preuve de solidarité fraternelle qu'ils ont montrée en déposant quelques gros sous dans l'assiette placée à la porte de l'arsenal le 13 juillet. La quête a été fructueuse, aussi pensons-nous qu'elle contribuera à faire triompher dans la lutte nos camarades de misère Hennebontais. Mais notre tâche n'est pas achevée, le plus grand mouvement gréviste qui soit jamais fait dans l'Ouest a lieu en ce moment à notre porte, dans cette petite ville d'Hennebont ; n'oubliez pas que 1800 familles sont jetées sur

le pavé sans aucune ressource, victimes de la rapacité et de la cruauté capitalistes. Vous, camarades, qui peinez et travaillez comme eux, vous ne voudrez pas que faute de pain, 1800 ouvriers rentrent la tête basse à l'usine, vous ne voudriez pas qu'à Hennebont où les ouvriers ont toujours fait preuve de solidarité, le patronat fasse courber l'échine à ceux qui ont déjà tant de peine à gagner leur vie. Nos consciences d'hommes nous obligent de continuer à venir en aide à tous ces malheureux affamés. Leur victoire sera une grande satisfaction pour nous, et pour la paie du 20 espérons que pas un n'hésitera à déposer son obole. Un pour tous, tous pour un. Le secrétaire, Signé : Minier.

Le 22 juillet, dans la soirée, le crieur public bannit un arrêté du préfet défendant aux grévistes de se promener en ville avec le drapeau rouge, défendant au citoyen Bourchet de continuer ses réunions publiques, défendant les groupes de plus de trois dans les rues. En même temps on affiche sur les murs l'avis suivant de la direction de Forges :

« Société générale des Cirages Français

Forges d'Hennebont

Pour donner satisfaction aux nombreuses demandes d'ouvriers qui désirent être embauchés au moment de la reprise du travail, un registre d'inscription est ouvert aux bureaux de Kerglaw à la date du 22 juillet 1903.

Les hommes devront présenter leur livret militaire ou un acte d'état civil, les enfants, le livret de mairie. »

Les soutiens des grévistes continuent à intervenir en prenant à témoin l'opinion publique :

« Bagnes capitalistes d'Hennebont

Les grands seigneurs des Forges d'Hennebont (Morbihan) entendent que leurs ouvriers soient toujours à la peine et jamais au profit. Lorsqu'ils ont réalisé d'énormes bénéfices, ils se sont bien gardés d'en faire bénéficier les travailleurs. Et voici que sous prétexte qu'il y a baisse sur les marchés métallurgistes, ils émettent la prétention d'en faire supporter les effets au personnel de leurs usines. Les ouvriers voyant tous les jours le travail les surmener et les vivres augmenter voulaient avoir une petite augmentation pour les plus malheureux. »

L'affiche de la Compagnie couplée à l'interdiction de manifester va déclencher une vague de colère et violence parmi les grévistes, violence qui couvait depuis les débuts de la grève.

Tout d'abord, les grévistes recouvrent de manière manuscrite l'affiche apposée sur les murs de la mairie par

un « Prime à la lâcheté ». Puis le syndicat métallurgiste répond aussitôt par la publication suivante :

« A la population, aux travailleurs !

La Direction qui avait d'abord menacé de fermer les usines vient de faire un appel à la trahison et de demander par affiches à ceux qui voudraient se soumettre de se présenter à l'usine. Pas un travailleur honnête ne répondra. Il n'y a parmi les grévistes, ni traîtres, ni lâches ! La Direction en sera pour les frais de sa dernière manœuvre .

Honnêtes gens de tous les partis, la cause des travailleurs est juste. Ils défendent dans un bel élan de solidarité le pain de leurs femmes, de leurs enfants.

A toutes les demandes de discussion, M. Egré répond par le refus d'examiner nos prétentions.

Cet homme se moque de nos misères. Il se penche vers nos familles attendant que la famine lui livre une partie des nôtres.

Il cherche à affamer toute une population et il paraît qu'il n'y a pas de loi pour punir un tel crime ! La force armée, les soldats et les gendarmes sont faits paraît-il, pour protéger celui qui par ses actes trouble tout un pays.

Les ouvriers, fort de leur bon droit, resteront unis malgré tout. Ils défendent : 1° les intérêts du petit commerce ; 2° leur dignité d'homme ; 3° le pain de leur famille ; 4° l'avenir du pays et de leurs enfants.

Pas un n'ira s'inscrire sur la liste des renégats et des vendus au patronat ! »

La nuit de jeudi à vendredi est très agitée. Dès neuf heures, les grévistes, commencent à se rassembler aux abords du pont. Les gendarmes essayent d'abord de faire circuler les grévistes, mais l'effervescence ne fait que grandir et bientôt des pierres sont lancées par les grévistes. M. Duclos, sous-préfet de Lorient, est blessé à la lèvre supérieure ; le maréchal des logis Guyot, d'Hennebont, blessé à la tête à travers son képi déchiré et un jeune gendarme a un pouce démis. Devant ces faits, ordre est donné de débayer la place coûte que coûte; la gendarmerie charge, appuyée par un détachement d'Infanterie, baïonnette au canon. Un gréviste nommé Le Bolay est arrêté et menottes aux mains, dirigé vers la mairie, au milieu des troupes qui repoussent les grévistes. Mais ceux-ci ne se calment en aucune façon et continuent à chanter la Carmagnole en jetant des pavés dans les devantures des commerçants, et en brisant des carreaux à la pharmacie Jollivet.

Ouest-Eclair joue son rôle de journal d'opinion et non d'information ; il s'en prend aux grévistes :

« Il importe de dire que jamais les commerçants n'ont réclamé les troupes, mais il semble que cette demande n'était pas nécessaire pour que l'autorité préfectorale envoie ici des renforts qui protègent les honnêtes gens. Les grévistes ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes de la venue des troupes, et, ce n'est pas par des violences indignes de travailleurs honnêtes qu'ils rendront leur cause sympathique. C'est d'ailleurs une contradiction flagrante avec l'affiche qu'ils ont collée hier.

Les ouvriers défendent, disait-elle :

1° Les intérêts du petit commerce.

Et ils brisent les magasins.

2° Leur dignité d'homme.

Et ils se conduisent en sauvages.

La situation devient de plus en plus grave. »

A Hennebont, le 24 juillet, malgré l'arrêté du préfet interdisant les attroupements, les grévistes et leurs femmes, au nombre de plus de trois mille, parcourent la ville, drapeau rouge en tête et en chantant la Carmagnole. L'arrêté préfectoral n'est donc nullement respecté.

Un individu qui s'est façonné une canne major avec une queue de billard dont le gros bout est terminé par une pomme d'arrosoir et dont le milieu est entouré d'une embrasse de rideau, précède trois clairons et un tambour et fait sonner des marches. Un nouvel escadron de cavalerie et un bataillon du 116^e d'infanterie, de Vannes, sont arrivés à l'instant même et sont cantonnés dans divers établissements. L'effectif des troupes, y compris les gendarmes, à Hennebont et aux usines est porté ainsi à 800 hommes. De nouvelles troupes doivent encore arriver pour parer à toute éventualité.

De graves bruits circulent. Les anarchistes de Lorient auraient incité les grévistes de Lochrist à mettre le feu à Kerlois et aux divers établissements religieux de la région pour se faire bien voir du gouvernement. Avis à qui de droit, les autorités en sont du reste informées. La presse essaie de faire peur aux gens en invoquant la présence d'anarchistes sans préciser que plusieurs anarchistes sont aussi des responsables syndicaux. En l'occurrence, dans l'article précité, les anarchistes agiraient pour faire plaisir au gouvernement, ce qui est d'un ridicule inouï, sans fondement. S'il est vrai qu'Emile Combes est en 1902 désigné président du Conseil et mène alors une politique

fortement anticléricale, il n'a aucune accointance avec les anarchistes et inversement. Par contre, les anarchistes qui n'ont « Ni dieu ni maître », formule blanquiste qui a fait florès chez les libertaires, sont farouchement athées et anticléricaux. A noter qu'à partir d'avril 1903, suivant la loi 1901 pour les associations et les préconisations d'Emile Combes, Président du Conseil, les congrégations non autorisées doivent être expulsées ! Ce qui créa de multiples conflits avec les Eudistes d'Hennebont. Et cela n'a rien à voir avec les anarchistes... mais avec le gouvernement.

La palme de la réaction anti-ouvrière revient au journal Le Phare. Le syndicaliste Bourchet y est décrit comme « un agitateur au petit pied » qui dénonce pêle-mêle les patrons, le capital, le scandaleux maintien des curés et l'immoral entretien de l'armée, la propriété... de quoi faire réagir les tenants de l'ordre. Les grévistes sont présentés péjorativement comme des « communeux » et des saboteurs : « Résumons les faits : Dès lundi, rompant la " Trêve de l'Arbitrage " dociles aux peu évangéliques avis du citoyen délégué Bourchet, les ouvriers tentent d'envahir les Forges. Les femmes sont au premier rang... naturellement. Nos pauvres troupiers ne savent que faire. Leur attitude finit par en imposer aux bandes, qui, après avoir saccagé tout ce qu'elles trouvèrent sous la main, se retirèrent... pour recommencer, ailleurs. Aux armes ! Le bruit court qu'un chaland doit sortir ce soir, remorqué depuis Hennebont par un vapeur appelé à cet effet de Lorient. Citoyens, la Grève est en danger : aux barricades ! Les barricades, c'est « l'infâme capitaliste » qui les fournit, comme de juste. Les marchands de bois voient en un clin d'œil disparaître leurs poteaux de mines entassés sur les quais ; on chipe pavés et moellons aux entrepreneurs, et même (horresco referens) à la Ville. Les charrettes de M. Epié et d'autres véhicules représentent assez bien les omnibus renversés de 1848 et de 71 (doux temps !) Délicatement posées en bascule, deux énormes pierres branlantes sur les parapets du petit pont et du viaduc, attendent pour les couler à leur passage, l'une le chaland, l'autre le remorqueur. [...] Pendant toute la nuit, la terreur règne. Les grévistes coupent les fils d'éclairage électrique, et, par l'obscurité la plus profonde, parcourent la ville en hurlant, heurtent et défoncent des portes. Le jour vient : avec lui des troupes de renfort de Vannes et de Lorient. La présence du Préfet arrivé également du matin en impose quelques moments à nos vaillants communeux mais l'exaltation est bien forte, et les meneurs bien appointés. On sent que cela empirera. »

A suivre

Le Libertaire
Internet : <http://le-libertaire.net/>
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com